

# tribune de l'autogestion

En Grande-Bretagne, on approche des 1 500 000 chômeurs — c'est le chiffre le plus élevé depuis 1945 et ce, sous un gouvernement travailliste, émanation de l'énorme syndicat unique, le TUC. Le 23 juillet, le chancelier Dennis Healey, leader de la droite travailliste et homme lige des USA, annonçait une réduction des dépenses publiques de plus d'un milliard de livres, sabotant le programme d'investissement des industries nationalisées et les services publics (éducation, logement, santé), ce fleuron de la social-démocratie pratique. Les maîtres du dollar imposent leur priorité : la « rentabilité » de l'industrie privée. Quelques jours plus tard, la direction des syndicats conclut un accord antigrève de trois ans avec le gouvernement, approuvé de justesse par la direction du parti. La gauche syndicale et politique combat ouvertement cette politique de collaboration de classe. Elle le dit à la XI<sup>e</sup> conférence nationale de l'Institut pour le Contrôle Ouvrier (IWC, Bertrand Russell House, Gamble street, Nottingham). C'était les 3 et 4 juillet à Keele. Nous y étions pour le PSU de même que l'Institut était présent à la Courneuve.

Dans la grande salle où s'entassaient quelques 500 délégués, délégués d'ateliers, instituteurs, conseillers municipaux, députés, ex-ministres rejoints dimanche par Tony Benn ministre de l'énergie, en bras de chemise, on remarquait pour la première fois, l'absence des grands ténors syndicaux passés de l'opposition de gauche au « gouvernement de l'ombre » (Callaghan - patronat - Tuc) chargé de garantir la paix sociale au prix d'une baisse de 6 % en un an du niveau de vie de la classe ouvrière. Seraient-ils effrayés par les deux slogans qui s'étaient au-dessus de la tribune : « IWC : aucun homme ne mérite d'être le maître d'un autre homme » et « contrôle ouvrier : la question centrale et cruciale de notre temps ? »

## des expériences originales

Ce qui frappe tout de suite c'est la grande richesse, la diversité éclatée du mouvement social ici représenté. Les délégués des coopératives ouvrières, les représentants syndicaux des plus grandes entreprises, privées ou nationalisées, les politiciens de l'opposition de gauche parlent, avec modestie et précision de leurs luttes, de leurs victoires et de leurs défaites; de leurs expériences originales : coordination par branche des comités de délégués

## Grande-Bretagne : contrôle ouvrier ou capitulation ?



d'ateliers (il y en a plus d'une douzaine), luttes internationales au niveau des multinationales, expériences de contrôle au niveau des quartiers, de l'école, des syndicats et du Parti travailliste lui-même, projets de production différente (reins artificiels remplaçant les avions de chasse chez Lucas, boycott de la spéculation immobilière et de l'exportation de l'uranium par le Syndicat australien du bâtiment, etc.), luttes dans la presse (coopérative de l'ex-Daily Express écossais, journaux syndicaux et des bourses du travail) dans la télévision (vidéo-cassettes sur l'économie produites par des ex-employés de la TV scolaire).

## ~~deux exigences~~

~~La liste en serait trop longue. Des constantes s'en dégagent : refus des bureaucraties et des contre-bureaucraties des directeurs ouvriers~~

irresponsables, ni élus ni mandatés, que l'on veut généraliser en haut lieu alors que l'expérience des mines et de la sidérurgie en dit bien la supercherie, lutte contre la fuite des capitaux (plus d'un milliard de livres par an dans un pays où 7 % de la population contrôle 80% de la richesse). Ajoutons deux exigences qu'il faudra bien lier par un programme et une alternance politique centralisée : d'une part

autonomie des travailleurs et représentation directe des ensembles humains homogènes et économiquement viables (la mine, le quartier, l'entreprise, images modernes de la place publique des Grecs), de l'autre, organisation nationale par secteur d'activité, par front de lutte (consommation), indépendance et centralisation de l'information, éducation au service du peuple, planification obligatoire enfin.

---

### outil et enjeu

---

Ce qui frappe c'est la maturation politique et la conscience que la bataille sera longue. La gauche sociale ose désormais prendre le risque d'une confrontation avec le patronat et de la division du mouvement ouvrier qui résultera de son refus de soutenir le gouvernement actuel s'il continue à brader le programme du parti. Dans sa dernière mouture datant de la fin mai, le programme réaffirme la nécessité de contrôler l'offre (la production) et non pas seulement la demande (redistribution partielle) : nationalisations étendues, droit de veto syndical, accords de planification obligatoires avec les trusts, impôt sur la fortune, contrôle des importations. Les syndicalistes, alors même que les groupes d'extrême gauche, déjà minuscules,

connaissent de graves déboires, osent rompre avec le soutien automatique à *leur* gouvernement, avec le culte des chefs et la mystification de l'intérêt national. Le risque c'est le retour au pouvoir des conservateurs ou une coalition de « salut public ». Jamais la gauche officielle n'aura été autant étrillée, y compris ses représentants présents à la conférence qui pourtant osèrent s'abstenir au Parlement lors du vote sur le blocage des salaires. Comme le dit une caricature publiée dans un journal de la gauche syndicale : « Nous sommes tous dans le même bateau — mais pourquoi ce sont toujours les mêmes qui doivent ramer ? » Le contrôle ouvrier est bien et l'outil et l'enjeu. La longue marche de l'Institut pour le Contrôle Ouvrier gagne à se défaire de ses faux amis sans pour autant quitter le champ de bataille que sont les organisations de classe des travailleurs. Les coordinations de branche seront présentes aux congrès d'automne des syndicats et du Parti travailliste. L'Institut aussi.

**Claude VANCOUR**